

CRISE ALIMENTAIRE

Soirée du 24 Novembre à Viroflay

Introduction

En 2015, les données fournies par la FAO, la structure de l'ONU qui suit les questions relatives à l'agriculture et l'alimentation, nous disaient que la faim dans le monde avait régressé régulièrement depuis le début des années 1990 où elle touchait près de 20% de la population mondiale pour atteindre 7,8% en 2014. C'est sur ce constat qu'à l'été 2015, l'assemblée générale de l'ONU s'est crue capable d'approuver, dans le cadre de ce qu'on appelle les Objectifs du Développement Durable, une haute ambition : celle d'éradiquer la faim dans le monde à l'horizon de l'année 2030 et, plus largement de réduire l'insécurité alimentaire. Il s'agissait de : « *faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès toute l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante.* »

Mais depuis 2016, les statistiques en la matière sont reparties à la hausse année après année, d'abord faiblement, puis en 2020 et 2021 très fortement. Toujours d'après les estimations officielles de la FAO, le pourcentage de la population mondiale souffrant de la faim est remonté à 9,8% en 2021, c'est-à-dire 828 millions de personnes. Qu'en sera-t-il pour 2022 avec les conséquences de la guerre en Ukraine et, plus largement, de la hausse des prix alimentaires ?

Si on élargit la question à celle de l'insécurité alimentaire, l'ONU estime qu'en 2021 elle concernait près de 30% de la population mondiale soit 2,3 milliards de personnes...

Si la faim concerne presque exclusivement les pays du sud, l'insécurité alimentaire persiste dans les pays du nord. En France, elle concernait d'après l'INSEE en 2019 près de 8% de la population. Le Secours Catholique accueille 1 million de personnes par an. L'association a sorti le 17 novembre l'édition 2022 de son enquête annuelle sur la pauvreté en France, ses analyses montrent la précarisation croissante qui touche tout particulièrement les familles qui échappent aux dispositifs de soutien mis en œuvre par le gouvernement, qu'elles soient étrangères en situation instable ou qu'elles ne soient pas parvenues à bénéficier des aides sociales auxquelles elles auraient droit., précarisation qui se répercute très directement sur la réduction du budget que ces familles peuvent consacrer à l'alimentation.

De leur côté, les restos du cœur ont lancé un signal d'alarme au début de leur campagne 2022-2023. Lors de la précédente campagne, ils ont distribué 142 missions de repas à 1,1 million de personnes dont 10% d'enfants de moins de 3 ans, particulièrement vulnérables. Combien se présenteront cette année ?

Présentation de Matthieu Calame, directeur de la Fondation pour le Progrès de l'Homme

Nous avons déjà connu une grave crise alimentaire dans les années 2008 – 2010 qui a été provoquée, déjà, par la hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation. Elle n'a pas été pour rien dans les soulèvements qu'on a appelé les « printemps arabes ».

Il convient de noter l'importance qu'ont pris dans l'alimentation depuis 10.000 ans les céréales qui ont un effet énergétique de 10 par rapport à la viande rouge, et qui sont plus faciles à conserver et stocker que les légumes. Plus récemment, elles ont été complétées par d'autres aliments qui ont pris une grande place comme l'huile de palme ou le sucre de betterave.

La situation de pauvreté dans les campagnes s'explique largement par l'action des gouvernements qui ont toujours privilégié les villes par rapport aux campagnes. Il est essentiel que les peuples des villes puissent bénéficier d'une alimentation bon marché parce que c'est en ville que les révoltes sont les plus dangereuses pour l'autorité en place. Et tant pis pour les paysans si leur production n'est pas vendue à un prix qui leur permette de vivre correctement, les révoltes paysannes sont plus faciles à mater...

Ainsi, de tous temps, on a assisté à une volonté de drainage par le centre de la biomasse (alimentation, combustibles fossiles...) à partir d'une périphérie contrôlée (les campagnes, mais aussi les colonies, aujourd'hui certains pays du sud, dans le cadre d'un échange inégal. On peut tenir le même raisonnement pour la laine ou les métaux essentiels au fonctionnement de l'économie.

Ainsi s'exprime à travers les siècles une tension entre ressources naturelles/ évolution des technologies et prise en compte des impacts sociaux.

Les gouvernements s'employant pour garantir la paix civile dans les grands centres, à :

- Disposer de masses paysannes à bas revenus, voire à certaines époques d'esclaves comme dans les plantations aux Antilles ou aux États-Unis
- Sécuriser le transport les aliments et autres éléments essentiels pour le centre
- Stocker pour amortir les effets des crises naturelles.

Il faut noter qu'avec l'affaiblissement des gouvernements du nord dont l'activité est de plus en plus privatisée et, donc, orientée par le court terme, le stockage est aujourd'hui fortement réduit dans nos pays, mais il reste massivement mis en œuvre en Chine.

Au XVIII^{ème} siècle, la recherche de la productivité en agriculture a commencé à se développer aux Pays-Bas ou en Angleterre et le XIX^{ème} a assisté au début de sa mécanisation, mais la « révolution verte » s'est surtout développée en Europe et Amérique du Nord à partir de 1945 pour donner l'agriculture « industrielle » que nous connaissons aujourd'hui avec, notamment, un regroupement des terres, l'élimination des haies, le recours massifs aux nitrates et fongicides et la mécanisation accélérée.

A l'exemple des États-Unis, l'Europe a pratiqué de 1945 à 1995 une politique de prix garantis, de subventionnement de l'énergie et de la recherche agronomique, de prêts bonifiés pour encourager les agriculteurs à investir et, pour cela, à s'endetter. Ce fut une politique extrêmement coûteuse.

La question s'est vite posée de savoir quoi faire des surproductions avec 3 types d'action :

- Subventionner les exportations dans un contexte d'absence de politique de régulation des échanges agricoles au niveau mondial. Cette politique n'a pas encouragé les pays du sud à développer leur souveraineté alimentaire puisque leurs agriculteurs ne pouvaient produire à des coûts compétitifs.
- Détruire une partie de la production. Mais c'est toujours délicat à faire accepter aux producteurs.

- Développer l'alimentation carnée. C'est ce qui a permis de passer l'élevage à un stade industriel, la consommation de viande ayant pris une place importante dans l'alimentation des populations du nord.

La production des engrais à base de nitrates qui est très exigeante en termes de consommation d'énergie et la mécanisation expliquent une très forte sensibilité des prix agricoles au coût de l'énergie.

Et, pour prendre un exemple actuel, les producteurs de céréales ont fait de gros bénéfices en 2021 en vendant à un moment où les prix avaient monté en flèche à cause des incertitudes liées à la guerre en Ukraine et alors que les nitrates qu'ils avaient utilisés étaient encore relativement bon marché au moment de leur achat. Jusqu'où ont-ils décidé d'investir pour préparer la prochaine récolte avec des nitrates beaucoup plus chers et une grosse incertitude sur l'évolution des prix auxquels ils pourront vendre leur production ?

L'autre élément qui devient essentiel est l'eau avec les phénomènes répétés de sécheresse. Pour prendre un exemple, on a assisté cette année à une querelle entre les agriculteurs italiens du piémont et les Suisses, accusés de retenir trop d'eau dans un contexte de sécheresse. On peut s'attendre à ce que ce type de conflit se multiplie. (voir par exemple les débats actuels sur les grandes bassines dans les Deux-Sèvres).

Plusieurs narratifs deviennent possibles :

- Un scénario élitiste. Sans parler d'Elon Musk et de son projet fou de colonisation de Mars, que dire du gouvernement indonésien qui, faisant le constat que Jakarta s'enfonce petit à petit sous les flots, décide de déménager le gouvernement et les élites sur l'île de Bornéo ?
- Un scénario technophile. Technologie et big data vont permettre d'apporter à chaque plante juste ce qu'il faut comme engrais et comme eau. Mais où allons-nous trouver tous les matériaux et terres rares indispensables pour cela ?
- Une nouvelle révolution des systèmes agricoles pour les rendre moins dépendants des intrants et de l'énergie. Des scénarii existent, tel Aferres en France, qui nous disent que ce n'est pas un rêve si nous acceptons de réduire collectivement notre consommation de lait et de viande, mais que sa mise en œuvre nécessitera, à nouveau, de très gros investissements et de ramener de la main d'œuvre dans l'agriculture, l'agroécologie en nécessitant davantage que l'agriculture industrielle. Une telle évolution ne pourra être réussie qu'au prix d'une confiance et d'une coopération des acteurs qui reste à construire.

Position du CCFD Terre Solidaire

Cette hausse de la sous-alimentation et de l'insécurité alimentaire est liée à **3 facteurs principaux** : la multiplication des crises climatiques, la multiplication des conflits et la spéculation sur les denrées alimentaires.

La pandémie de Covid19 a plongé des millions d'individus dans une grande précarité économique. La guerre en Ukraine a entraîné une flambée des prix des matières premières et de l'énergie. Et les prix des aliments à l'échelle internationale sont exceptionnellement élevés depuis deux ans.

La simple augmentation de la production alimentaire et du volume de denrées échangées ne suffira pas à éliminer l'insécurité alimentaire et la malnutrition. L'insécurité alimentaire est liée à des difficultés d'accès aux denrées agricoles, et principalement à leur prix. Toute élévation du prix de la nourriture entraîne une hausse de l'insécurité alimentaire.

Facteur aggravant, la production agricole correspond à des régimes alimentaires souvent déséquilibrés sur le plan nutritionnel. On en arrive ainsi aux résultats que l'on connaît : 2,3 milliards de personnes souffrent aujourd'hui d'insécurité alimentaire alors que 13,1% des adultes souffraient d'obésité en 2016.

Comment lutter contre la crise alimentaire ?

Pour construire la souveraineté alimentaire, il est nécessaire d'envisager des réformes profondes et structurelles du système de production agricole, de transformation et de distribution des produits alimentaires, ainsi que de leurs modes de consommation. Le CCFD-Terre Solidaire mène des actions pour promouvoir des systèmes agricoles et alimentaires sains, équitables, respectueux des droits humains et de notre environnement. Il se mobilise pour

1- L'agroécologie paysanne et solidaire.

Bien plus que l'agriculture industrielle intensive, fortement mécanisée et gourmande en intrants de synthèse, l'agroécologie paysanne et solidaire est tournée dans le sens du progrès humain. Elle se base sur les derniers développements de la recherche agricole mais aussi sur les savoir-faire traditionnels et paysans (utilisation de semences et de matériel végétal adaptés aux conditions climatiques locales ; associations culturales complexes ; gestion responsable de l'eau...)

Cette approche agroécologique confère d'autre part aux paysans, de même qu'aux pêcheurs-artisans, un degré d'autonomie accru. L'agroécologie paysanne et solidaire est en effet principalement tournée vers les besoins des paysans et les marchés locaux. Les populations des milieux ruraux peuvent ainsi devenir maîtres de leur propre alimentation.

2- Lutter contre la dérégulation des marchés.

Face à la nocivité des politiques tournées prioritairement vers l'exportation, des pratiques de dumping, de la constitution par les grands groupes de monopoles ou d'oligopoles, ainsi que de la spéculation sur les marchés agricoles, le CCFD-Terre Solidaire demande des mesures d'encadrement des marchés agricoles et de lutte contre la spéculation. Il faut exclure les spéculateurs des marchés financiers et renforcer la transparence sur les marchés.

3- Documenter, dénoncer et mettre en lumière les « fausses solutions ».

Elles détournent nos sociétés de la transition vers une agroécologie paysanne et solidaire. Toute innovation technologique agricole ou alimentaire doit être mise au service des petits agriculteurs et s'inscrire dans le développement d'un système agricole et alimentaire agroécologique respectueux des droits humains et qui préserve la planète.

4- Assurer une coordination internationale pour faire face à la crise

Nous avons besoin qu'un organisme international prenne en main sa gestion. Pour nous cet organisme existe : il s'agit du Comité pour la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA).

Cet organe des Nations Unies, qui a été réformé spécifiquement après les émeutes de la faim de 2009, a le mandat, l'expertise et l'expérience pour mener des négociations interétatiques et organiser une réponse internationale efficace, complète et cohérente à la crise.

Nous souhaitons que la France demande que le CSA soit saisi de la coordination des réponses à la crise des prix alimentaires.